



SFR liquide 3000 emplois dans l'indifférence...

Communiqué de presse - Dimanche 3 avril 2016

Les centres d'appels sous-traitants ont payé un lourd tribut à la recherche du maintien de bénéficiaires par les opérateurs télécoms depuis l'arrivée de FREE...

Le syndicat Sud avait dès le début estimé que la perte d'emploi provoquée par cette arrivée et les délocalisations qui ont suivi, atteindrait au moins 8 000 (15 % des emplois du secteur). Ce chiffre a été validé dès 2013 par le syndicat des patrons (SP2C) du secteur.

Avec le rachat de SFR par Drahi, les choses s'accroissent !

En effet se sont déjà 1 000 emplois qui ont été supprimés en France chez les sous-traitants en centres d'appels en un peu plus d'un an.

De plus, SFR a annoncé il y a quelques mois sa volonté de traiter le maximum d'appels au Portugal, à l'île Maurice ou à Madagascar puisque la France et le Maghreb étaient trop chers... Le tout sans aucune réaction du gouvernement trop occupé à chercher comment remplumer les SFR, Bouygues and Co et sans doute à inventer des lois pour licencier afin d'embaucher...

Cette semaine, différentes entreprises du secteur des centres d'appels sous-traitants comme Sitel ou Arvato ont reçu un

courrier annonçant la fin de leur collaboration avec SFR d'ici juillet 2017. Dans quelques jours, ce sera sans doute au tour de Teleperformance, B2S ou Webhelp de voir leur contrat avec SFR prendre fin brutalement.

L'objectif est clair pour SFR plus aucun appel pris en France par des prestataires, soit la disparition d'environ 3 000 emplois. Ce sont des sites entiers qui sont en danger, et ce, dans des bassins déjà touchés durement par un fort taux de chômage.

Sur 10 000 salarié-es en centres d'appel, il n'en resterait plus qu'environ 1 000 en France et en interne... Tout le reste serait délocalisé en off-shore alors qu'en 2013, il y avait encore une majorité d'emplois implantés en France.

Sud exige que le gouvernement intervienne pour faire cesser la préparation de ce méga plan social. Le gouvernement peut et doit imposer l'arrêt de ce projet notamment via l'ARCEP, en faisant pression sur les futures ventes des fréquences dont les opérateurs ont tant besoin.

Sud vient d'appeler à une réunion de tous les syndicats du secteur afin de s'opposer rapidement à cette casse sociale qui n'a pour but que de payer les crédits du milliardaire Drahi.